

### La consommation d'analyses et de prélèvements ralentit en 2017 après une année 2016 dynamique

La consommation d'analyses et de prélèvements progresse de 1,2 % en valeur en 2017 pour s'établir à 4,5 milliards d'euros (tableau 1). En raison de son faible poids (2,2 %) dans la consommation de soins et de biens médicaux (CSBM) et d'une croissance modérée en valeur, ce poste ne contribue quasiment pas à la hausse de la CSBM en 2017.

Depuis 2007, la cotation d'actes de biologie a été diminuée à plusieurs reprises. En particulier, entre 2012 et 2015, l'évolution de la consommation est très modérée voire en retrait (graphique 1). L'année 2016 marque un changement de régime par rapport à la période 2012-2015, du fait d'une progression nette, portée par les volumes. Plusieurs mesures ont cependant été prises courant 2016 pour contenir la hausse des dépenses. En avril 2016, les tarifs ont été diminués via une baisse des cotations, non retracée dans l'indice de prix<sup>1</sup>. Puis, les tarifs ont été abaissés temporairement via la lettre clé B en novembre et décembre 2016, générant une diminution de l'indice de prix des laboratoires de 0,9 %.

En 2017, la consommation d'analyses et de prélèvement ralentit sous l'effet des baisses de cotations d'actes décidées dans le cadre du protocole d'accord entre l'Assurance maladie et les syndicats de professionnels biologistes signé en novembre 2016 et prenant effet à partir d'avril 2017. Ces baisses de cotations, retracées dans l'effet volume, compensent une très forte hausse des analyses de la glande thyroïdienne survenue durant l'été 2017, en raison du changement de formulation du médicament Levothyrox. Elles contrebalancent aussi l'augmentation de l'indice des prix de 0,9 % de 2017 consécutive à la fin de la mesure de baisse temporaire du tarif de la lettre B en novembre et décembre 2016.

Du point de vue de la structure de marché, le nombre de laboratoires diminue depuis 2014. En 2017, 3 840 laboratoires sont implantés en France, contre 3 960 dix ans plus tôt. La consolidation du secteur étant très progressive, le secteur des laboratoires d'analyses reste très fragmenté en France en 2017.

### La croissance de la consommation de cures thermales se stabilise en volume en 2017

En 2017, les dépenses de cures thermales ralentissent, à +1,5 %, après +4,3 %, et atteignent 414 millions d'euros (tableau 1). Les prix ralentissent par rapport à 2016 (+1,2 % contre +2,8 %), toute comme la croissance de la consommation en volume (+0,3 % contre +1,4 %). La consommation de cures thermales couvre l'ensemble de soins médicaux (médecins, infirmiers, auxiliaires médicaux, etc.) mais exclut l'hébergement. Les soins de cures thermales représentent 0,2 % de la CSBM et ne contribuent quasiment pas à la croissance de cet agrégat en 2017.

En 2008 et 2009, le nombre de curistes était stable (près de 500 000). Durant cette période, la dépense en valeur l'était aussi globalement, la hausse des prix étant compensée par une baisse d'ampleur comparable des volumes (graphique 2). Depuis 2010, le nombre de curistes progresse continuellement d'environ 15 000 par an. Les cures concernent la rhumatologie pour 79 % des curistes (graphique 3), la progression des effectifs de curistes peut être ainsi reliée au vieillissement de la population. La hausse du nombre de curistes depuis 2010 s'est accompagnée globalement d'une hausse de la dépense en valeur. La dépense en valeur a progressé d'autant plus vite que les tarifs ont été régulièrement revalorisés. En 2014, devant la hausse des dépenses, l'Assurance maladie a prévu une indexation des tarifs sur un panier d'indices jusqu'à fin 2017 dans l'avenant 10 de la convention entre les organismes d'Assurance maladie et les établissements thermaux. Cette modification des règles de revalorisation ne se traduit toutefois pas par des évolutions de l'indice des prix significativement plus faibles.

Liée à la géologie, l'implantation des établissements thermaux est très inégalement répartie sur le territoire (carte 1). La très grande majorité se concentre en Occitanie, Nouvelle Aquitaine et Auvergne-Rhône-Alpes. En 2017, l'Occitanie accueille près de 190 000 curistes, soit 1 % de plus qu'en 2016. Un peu moins de 150 000 curistes se rendent en Nouvelle-Aquitaine ainsi qu'en Auvergne-Rhône-Alpes. Les autres régions en accueillent nettement moins. Dans toutes les régions, la population de curistes augmente (entre 1 % et 7 %), sauf à La Réunion, où elle baisse de 16 % par rapport à 2016.

1. Le prix d'un acte d'analyses est défini à l'aide de deux éléments : la lettre clef, à laquelle correspond un certain montant en euros ou tarif (par exemple dans les laboratoires, la lettre TB vaut 2,52 euros), multiplié par la cotation de cet acte (car chaque acte correspond à un certain nombre de lettres clefs). Par exemple, un prélèvement sanguin par un technicien de laboratoire vaut 1,5 TB, soit  $1,5 \times 2,52$  euros. L'indice des prix à la consommation de l'Insee (IPC) ne prend toutefois pas en compte les changements de cotation des actes mais uniquement la valorisation des lettres-clefs : les changements éventuels de cotation des actes se traduisent de ce fait par un pur effet volume (voir annexe 4 « Les indices de prix et de volume dans les comptes de la santé »). Les tarifs des laboratoires n'ayant pas été revalorisés entre 2004 et 2015, l'évolution des prix selon l'IPC apparaît donc nulle pour cette période.

Pour en savoir plus

> Conseil national des exploitants thermaux (CNETH) : [www.cneht.org](http://www.cneht.org)

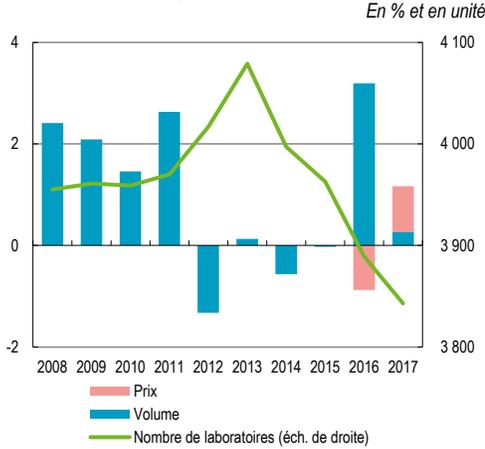
**Tableau 1** Consommation d'analyses de laboratoires et de cures thermales

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Analyses de laboratoires</b> (en millions €)		<b>4 132</b>	<b>4 219</b>	<b>4 280</b>	<b>4 393</b>	<b>4 335</b>	<b>4 340</b>	<b>4 315</b>	<b>4 314</b>	<b>4 413</b>	<b>4 465</b>
Évolution (en %)	Valeur	2,4	2,1	1,5	2,6	-1,3	0,1	-0,6	0,0	2,3	1,2
	Prix	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,9	0,9
	Volume	2,4	2,1	1,5	2,6	-1,3	0,1	-0,6	0,0	3,2	0,3
<b>Cures thermales</b> (en millions €)		<b>320</b>	<b>320</b>	<b>328</b>	<b>332</b>	<b>353</b>	<b>364</b>	<b>387</b>	<b>392</b>	<b>408</b>	<b>414</b>
Évolution (en %)	Valeur	-0,6	0,1	2,5	1,1	6,3	3,3	6,4	1,1	4,3	1,5
	Prix	3,2	2,7	2,1	2,7	2,7	1,8	1,8	1,2	2,8	1,2
	Volume	-3,6	-2,5	0,4	-1,5	3,5	1,5	4,5	-0,1	1,4	0,3

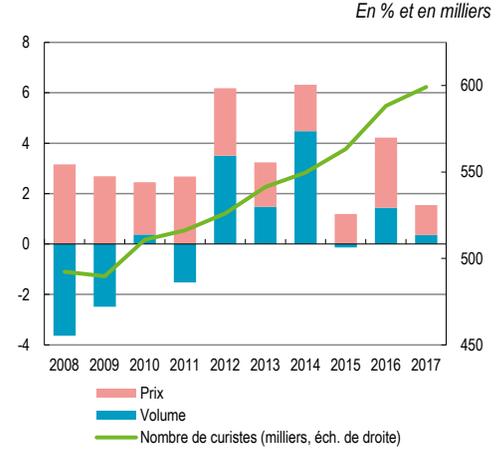
**Note** > Les rémunérations des laboratoires au titre des contrats de santé publique sont retracées dans le poste « contrats et autres soins » (voir annexe tableaux détaillés).

**Sources** > DREES, comptes de la santé ; Insee pour l'indice des prix à la consommation.

**Graphique 1** Évolution des dépenses de laboratoires d'analyses et effectifs de laboratoires



**Graphique 2** Évolution des dépenses de cures et effectifs de curistes



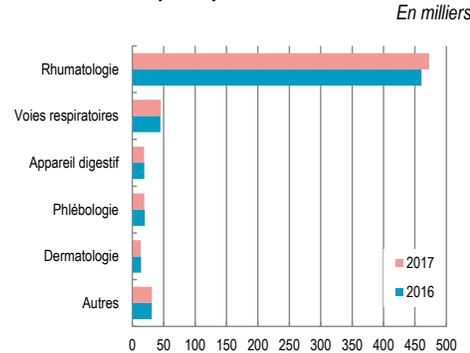
**Champ** > France.

**Sources** > DREES, comptes de la santé ; CNAM, SNIR jusqu'en 2014 et AMOS à partir de 2015 pour le nombre de laboratoires.

**Champ** > France.

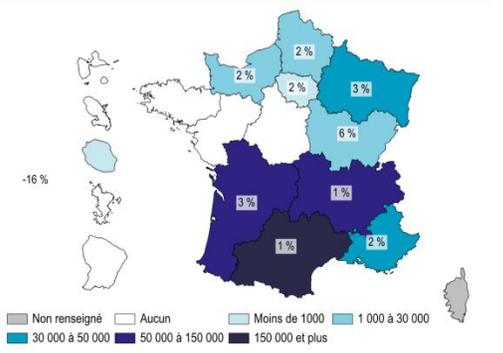
**Sources** > DREES, comptes de la santé ; CNETH pour le nombre de curistes.

**Graphique 3** Nombre de curistes par orientation thérapeutique en 2016 et en 2017



**Source** > CNETH.

**Carte 1** Nombre de curistes par région en 2017 et évolution annuelle



**Note** > En 2017, la Normandie accueille entre 1 000 et 30 000 curistes, soit 2 % de plus qu'en 2016.

**Source** > CNETH.